



Mot du Secrétaire



RSS, Sécurité humaine et Éducation

La réforme du secteur de la sécurité vise à transformer tous les acteurs et toutes les institutions en charge de la sécurité en redéfinissant leurs rôles, leurs responsabilités et leur place en vue d'accomplir leurs missions dans un cadre respectueux des normes démocratiques et des principes de bonne gouvernance.

La RSS en Côte d'Ivoire est structurée par un nouveau concept de la sécurité : la sécurité humaine. Ce concept de sécurité humaine englobe les droits de l'homme, la bonne gouvernance, le contrôle démocratique, l'accès à l'éducation pour tous, le droit à la santé, l'amélioration du cadre de vie des citoyens ainsi que la possibilité pour chaque individu de faire des choix et de saisir les opportunités qui lui permettront de réaliser son potentiel.

Les questions sécuritaires ne renvoient plus nécessairement ou exclusivement à des menaces d'ordre militaire. Mais touchent à des causalités relatives à la pauvreté, à l'environnement, l'éducation etc.

Le secrétariat du CNS chargé du suivi de la mise en œuvre des réformes, met un accent particulier sur l'éducation, la sensibilisation et le renforcement des capacités de tous les acteurs du Secteur de la sécurité.

Dans ce numéro, nos lecteurs trouveront les activités de formation et de sensibilisation qui témoignent de la dynamique du processus en Côte d'Ivoire qui, loin d'être une théorie, se retrouve au centre de nos priorités les plus urgentes à exécuter. ■

Actualité du Mois

MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Les préfets formés à la dimension locale



Un séminaire de formation du corps préfectoral sur la dimension locale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Côte d'Ivoire a été organisé les 18 et 19 décembre 2013 à Yamoussoukro. Son objectif était de rendre la politique de sécurité et le processus de réforme du secteur de la sécurité plus accessible, de faire bénéficier

les autorités locales du corpus de bonnes pratiques, des outils de contrôle et des stratégies d'engagement en vue d'une appropriation locale de la RSS : la mise en place d'un dispositif de gouvernance local du secteur de la sécurité et bâtir une relation de confiance entre les populations et les forces régulières de sécurités. ■

ASSEMBLEE NATIONALE

Le S-CNS sensibilise les parlementaires pour la prise en charge de leur responsabilité dans le processus RSS



Le Secrétariat du Conseil National de Sécurité en collaboration avec l'ONU CI et la Fondation Friedrich Ebert Stiftung, a organisé du 30 novembre au

3 Décembre 2013 une première session de renforcement des capacités des membres de la Commission Défense et sécurité de l'Assemblée nationale. Il s'agissait pour le S-CNS de former les membres de la Commission Défense et Sécurité de l'Assemblée Nationale Ivoirienne sur le contrôle démocratique. A l'issue de cette formation, les élus ont bénéficié des instruments et techniques de procédures nécessaires pour un contrôle extérieur efficace des institutions de la sécurité. La fonction contrôle représente un des défis majeurs de la politique du Président de la République. ■

DR KOUASSI LENOIR EMMANUEL, SPÉCIALISTE DES QUESTIONS DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ :

« Le phénomène Ebola aux portes de nos frontières, un problème de santé publique qui peut devenir un véritable problème de sécurité nationale »

La réforme du secteur de la sécurité innove avec le concept de sécurité humaine, pour mieux répondre aux besoins d'émancipation des citoyens. Dans cet entretien, le Dr Kouassi-Lenoir Emmanuel responsable du suivi de la réforme en Côte d'Ivoire explique les contours de ce concept.



DR Kouassi Lenoir Emmanuel, Responsable du Suivi de la Réforme du Secteur de la Sécurité

À quel niveau d'analyse doit-on rattacher le nouveau concept de sécurité qui structure la RSS en Côte d'Ivoire ?

Les Ivoiriens découvrent une approche nouvelle en matière de politique de sécurité qui à terme placera la Côte d'Ivoire dans le cercle très fermé des nations démocratiques. Si l'on analyse la note conceptuelle du chef de l'Etat, on retient une innovation pertinente : l'Etat demeure le maître de la sécurité mais la conception stricte de la sécurité dite étatique est dépassée pour mieux répondre aux besoins d'émancipations des individus. Cette émancipation se rattache aux libertés publiques, aux droits des personnes, à l'éducation, au bien-être social et au cadre de vie.

À côté de cette philosophie de la réponse au nouveau visage des insécurités se met en place aussi une structuration de la réponse accompagnée d'une véritable stratégie des moyens.

Sur le plan stratégique, la création du Conseil National de Sécurité rassemblant toutes les structures compétentes traduit la pluridisciplinarité et interministérielle des réponses aux questions de sécurité.

Au niveau sectoriel de la sécurité, on note l'instauration d'une décentralisation policière qui fait de l'espace local l'espace privilégié de l'action de sécurité. Ici le concept de police de proximité prend tout son sens. Cette décentralisation va s'accompagner d'un

renforcement des pouvoirs et compétences des autorités locales en matière de sécurité.

Au niveau militaire, c'est la mise en place d'un nouveau modèle d'armée orienté à la fois vers les combats classiques et les sous catégories de conflits. Une véritable armée moderne d'ici 10 ans qui prendra aussi sa place dans les stratégies de maintien de la paix. Il existe plusieurs réformes importantes touchant directement la vie quotidienne des ivoiriens et celle de l'Etat, notamment la réforme du système de justice pénale

Qui est le sujet de la sécurité dans cette nouvelle vision ivoirienne ?

La sécurité des individus est inextricablement liée à celle de l'Etat. Mais dans le contexte de la réforme en Côte d'Ivoire même si la sécurité de l'Etat est incontournable, la sécurité humaine est le niveau d'analyse privilégié. Des secteurs comme la sécurité économique et environnementale d'autres acteurs autres que l'Etat voient leurs rôles se développer. Dans le domaine de la sécurité politique, la société civile devient un acteur essentiel dans ses missions de contrôle démocratique du secteur de la sécurité. La sécurité humaine reçoit la priorité au détriment de la sécurité militaire lorsqu'il y a incompatibilité des objectifs entre les deux types de sécurité. Autrement dit, dans le cadre de la RSS l'individu reste le sujet privilégié.

Quelles sont les objectifs stratégiques de la réforme de la sécurité en Côte d'Ivoire ?

À côté des objectifs politiques que vise la réforme du secteur de la sécurité c'est dire la consolidation de l'Etat de droit, la bonne gouvernance, la démocratie participative et le bien-être des ivoiriens, on identifie des objectifs stratégiques.

La réforme du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire vise en d'autre que de mettre en place les instruments nécessaires pour permettre à l'Etat d'assurer pleinement et efficacement sa responsabilité de protéger. L'accent est mis sur la consolidation des institutions démocratiques, la réforme institutionnelle du service public, le développement législatif au titre du contrôle démocratique, la réforme du système de justice pénale, l'amélioration des capacités des forces

de sécurité intérieures.

Sans un pouvoir « coercitif » de mise en application de l'Etat, les droits de la personne n'ont pas de réelle portée. C'est l'Etat, et non la communauté internationale, qui rend l'application des droits de la personne possible. C'est pour cette raison que la réforme du secteur de la sécurité insiste sur le renforcement des capacités. L'Etat ivoirien doit pouvoir retrouver entièrement et définitivement son monopole de l'usage de la force et renforcer sa légitimité verticale et horizontale.

Vous faites de la sécurité sanitaire, une dimension importante de la sécurité humaine,

Quelle analyse faites-vous du phénomène Ebola aux portes de nos frontières ?

La sécurité sanitaire comme vous le dites est une dimension importante au même titre que la sécurité environnementale. Le phénomène Ebola aux portes de nos frontières est un problème de santé publique qui peut devenir un véritable problème de sécurité nationale.

La forte densité des échanges entre pays de la sous-région pourrait constituer un facteur de risque important de propagation rapide du phénomène de contagion. Beaucoup plus significatif sont les incapacités sanitaires reconnues aux pays de la sous-régions et leur manque d'expérience en matière de gestion intégrée des crises de haute intensité.

Une telle contagion non maîtrisée pourrait affecter considérablement les forces vives de la nation, au risque de fragiliser l'économie nationale, de faire chuter la croissance économique et surtout augmenter les dépenses publiques de l'état et freiner des projets de développement nécessaire au bien-être des populations.

Par ailleurs, le mouvement de populations transfrontalier pourrait accentuer un fort sentiment d'insécurité et affecter les rapports de bon voisinage entre les Etats.

vous voyez que telle phénomène enferme des dimensions sécuritaires indiscutables. ■

(Entretien avec DR KOUASSI LENOIR EMMANUEL, spécialiste des questions de défense et de sécurité. Responsable du Suivi de la Réforme du Secteur de la Sécurité, Enseignant Chercheur Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody)

SUIVI-EVALUATION

Formation des experts au logiciel



Dans le cadre du suivi et évaluation de la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité, le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (S-CNS) a mis en place un logiciel fonctionnant sur une plate forme internet. L'exploitation de ce logiciel par les structures de mise en

œuvre permet d'intégrer les différents plans d'actions et de renseigner les indicateurs sur l'état de mise en œuvre des réformes. Initié depuis le 20 octobre dernier ce sont plus de dix représentants des ministères impliqués qui ont bénéficié de formations spécifiques de mise à niveau. ■

Don du CNS à la Gendarmerie



En vue de renforcer les capacités opérationnelles des forces de Défense et de Sécurité, le Conseil National de Sécurité (C.N.S) a remis du matériel roulant et sportif à la Gendarmerie Nationale, le mercredi 15 janvier 2014, à l'école de gendarmerie d'Abidjan. Ce matériel a été remis au Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale, le Général Kouassi Kouakou Gervais par le Secrétaire du Conseil National de Sécurité. Il est composé entre autres de motos, de vélos de salle, de gants de frappe, de paires de gants de boxe, de sacs de frappe, de casques de protection, d'appareil multitâche, de chronomètres professionnels. ■

A retenir



La Réforme du Secteur de la Sécurité est l'ensemble des mesures prises par l'autorité politique en vue de transformer tous les acteurs et institutions en charge de la sécurité ; elle redéfinit leurs rôles, leurs responsabilités, leurs actions et leur place dans le pays et les amène à accomplir leur mission dans un cadre respectant les normes démocratiques et les principes de bonne gouvernance. ■

STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE

Action de l'Etat en mer : d'importantes décisions ont été prises



Dans le cadre de l'Action de l'Etat en Mer, le Décret n°2014-30 du 3 février 2014 a mis en place un Comité Interministériel (CIM) présidé par le Premier Ministre. Ce Comité reçoit du Conseil National de Sécurité, les orientations stratégiques de l'action gouvernementale dans tous les domaines de l'activité maritime, notamment en matière d'utilisation de l'espace, de protection du milieu, de mise en valeur et de gestion durable des ressources de la mer, de son sol, de son sous-sol, et du littoral maritime. Pour l'accomplissement de ces missions de coordination le CIM s'appuie sur deux préfets maritimes nommés par décret sur proposition du Premier Ministre. Chaque préfet maritime assure ses responsabilités de coordination et de contrôle dans sa zone maritime de compétence.

Les objectifs d'un tel mécanisme visent à permettre à l'Etat de Côte d'Ivoire de mieux défendre et protéger ses intérêts vitaux, de sécurité et de souveraineté. Les administrations compétente en mer devront pouvoir trouver les moyens de lutter contre la pollution marine, le criminalité organisée, le brigandage, la piraterie, le pillage des ressources etc. ■

La RSS, Sport et civisme

Le ministère des sports et loisirs a été mis à contribution pour créer les conditions d'affirmation et de promotion des valeurs civiques et citoyennes. Dans cette perspective, le ministère des sports et loisirs en collaboration avec le S-CNS a assisté au lancement de la 5ème édition du salon du Sport le 12 mars 2014 au District d'Abidjan au Plateau. ■



MISSION DE SENSIBILISATION RSS

La Gouvernance locale en marche

Dans le cadre des missions d'information et de sensibilisation sur la RSS, les villes de Katiola et de Bouaké ont accueilli une mission du Secrétariat du Conseil National de Sécurité appuyée d'une délégation de l'ONU. L'objectif de cette mission est d'informer les populations de la politique nouvelle du gouvernement en matière de sécurité, de rappeler la responsabilité de chaque citoyen en tant que co-acteur dans la production de la sécurité. Par ailleurs, cette mission de sensibilisation vise à poser les bases d'un partenariat local / RSS au niveau de chaque région. ■



Avis des populations

Ya N'Guessan, Préfet de Niakara, représentant du préfet de Région du Hambol



Avez-vous déjà entendu parler de la RSS ?

Oui, il y a trois semaines nous avons été convié à un séminaire à Yamoussoukro, où nous avons été instruit à ce nouveau concept. Ce séminaire nous a permis d'avoir une idée autre que celle que nous connaissons. La sécurité englobe tous les secteurs d'activités, que ce soit la santé, l'économie, l'éducation, l'environnement, etc...

La RSS est d'autant importante que le Président de la République en a fait une priorité dans son message à la Nation. La sécurité humaine suscite beaucoup d'intérêt. Tout le monde doit s'impliquer résolument.

Mme Soumahoro Nicole, Coordonnatrice locale MIDH



Avez-vous déjà entendu parler de la RSS ?

Succinctement à la télé, mais je ne savais pas que ça serait si près de nous avec ce séminaire.

Comment appréhendez-vous la RSS à l'issue de ce séminaire ?

A l'issue de ce séminaire, je pense que la RSS va s'occuper plus de la population active, avant on pensait que c'était seulement de façon statutaire au niveau de l'armée, de la police, la gendarmerie. Aujourd'hui je comprends que l'aspect sécuritaire devient plus humain et s'adresse plus à la population.

Goly Yao Hervé, Commissaire de police Katiola



Avez-vous déjà entendu parler de la RSS ?

Franchement, je n'ai jamais entendu parler. J'en ai entendu parler pour la première fois au cours de ce séminaire.

Comment appréhendez-vous la RSS à l'issue de ce séminaire ?

La RSS en somme, comme on l'a défini, est une réforme des mentalités. C'est une manière de changer les mentalités des policiers et des hommes de loi. Elle permettra de créer la police de proximité pour aller vers la population et la rassurer avec des postes d'information et des commissariats à Tafiré et Niakara.



Secrétariat du Conseil National de Sécurité
01 BP 1354 Abidjan 01
Tél. : +225. 20 25 13 11
Site internet : www.rssci.org

Directeur de la publication : **Alain-Richard Donwahi**

Rédacteur en chef : **Jean-Paul Malan**

Conception graphique : **Cellule**

communication du Secrétariat du CNS

Crédits photos : **Cellule communication**

du Secrétariat du CNS

Nos Partenaires

Contribution de la Division RSS de l'ONU



Série de déjeuners-débat « Brown Bag Lunch ».

L'ONU en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert et le Centre de Recherches et d'Action pour la Paix (CERAP) a organisé le 28 janvier 2014 une nouvelle édition des déjeuner-débats « Brown Bag Lunch » (BBL), centrée sur la rétrospective 2013 du processus de RSS et une session le 25 février centrée sur la «réforme de la Police».

Séminaire de bilan 2013 et planification 2014-2015 du Ministère de la Défense (Grand-Bassam, 22-24 janvier).

La Division RSS de l'ONU a participé du 22 au 24 janvier à Grand – Bassam, à un séminaire pour faire le bilan de ses activités menées en 2013 et planifier celles qui sont prévues en 2014 – 2015. Il s'agissait pour le MINDEF de faire le point sur les programmes sectoriels, la réforme de l'enseignement militaire, les projets de textes et documents d'orientation stratégique ; d'évaluer la mise en œuvre des opérations spéciales.

Participation de la Division RSS à la première journée nationale de la femme militaire et paramilitaire le 7 mars 2014.

La première journée de la femme militaire et paramilitaire s'est déroulée le 7 mars 2014. M. Ely Dieng, Chef de la Division RSS de l'ONU et a présenté un exposé sur le genre et la sécurité en s'inspirant d'expériences internationales.